

l'histoire a démontré que le moyen le plus adéquat de combattre idéologiquement et sociologiquement les dangers de restauration du capitalisme était la *continuation de l'activité politique du prolétariat* : il était nécessaire de *créer des conditions qui poussent à la repolitisation du prolétariat soviétique*, alors que la suppression de la démocratie prolétarienne était au contraire un puissant obstacle à cette repolitisation et facilitait la bureaucratisation que Lénine avait voulu par-dessus tout éviter.

c) La troisième erreur institutionnelle, peut-être la plus grave, fut *l'incompréhension des liens organiques entre le régime soviétique, la propriété collective et la nécessité de l'accumulation socialiste primitive*, c'est-à-dire de la « compétition » avec le secteur privé de l'économie⁶ : aux yeux du parti bolchévique, la coexistence entre l'Etat ouvrier et le secteur privé (petits paysans et commerçants) allait se faire sur le schéma suivant : industrie d'Etat à un niveau de productivité supérieur et victoire du secteur le plus progressiste par rentabilité économique plus grande. La conséquence de ce raisonnement était de fonder les entreprises d'Etat sur la rentabilité économique individuelle, ce qui exigeait un haut niveau de centralisation de la gestion des entreprises, fondant le principe du « Iedionatchalny » c'est-à-dire de la direction de l'entreprise par un seul homme.

Tout en établissant ce principe, Lénine et le parti bolchévique étaient également conscients des graves dangers de bureaucratisation qu'il comportait. Ils essayèrent de les combattre en instituant une série de garde-fous qui devaient empêcher cette bureaucratisation de dépasser un certain niveau :

— grande autonomie syndicale ;

— système de la « troïka » à l'intérieur des usines : les pouvoirs du directeur de l'usine étaient fortement limités par le contrôle du parti et du syndicat (qui se transformait souvent en contrôle du secrétaire du parti et du secrétaire du syndicat) ;

— une législation sociale extrêmement progressiste qui s'opposait aux abus du directeur d'usine : la législation sociale de l'Union Soviétique dans les années 20 était tout à fait exemplaire : les ouvriers ne pouvaient être licenciés par le directeur ; on ne pouvait imposer des heures supplémentaires, etc.

L'erreur de Lénine et du parti fut de ne pas comprendre que tous ces garde-fous dépendaient en dernière analyse des conditions de pouvoir central. Dans la mesure où la bureaucratie *contrôlait de plus en plus l'Etat et le Parti*, la lutte des ouvriers, déjà très passifs, pour maintenir ces garde-fous contre le pou-

6. L'origine de cette incompréhension est l'opposition fonctionnelle à l'époque de transition entre la fonction d'accumulation et la fonction de défense des producteurs en tant que consommateurs : dans le cadre de « l'économie de marché », même si une entreprise est auto-gérée démocratiquement, les intérêts économiques immédiats des producteurs peuvent être en opposition fondamentale avec les principes d'une économie socialiste : on a vu en Yougoslavie des conseils ouvriers *démocratiquement élus* proposer de licencier 25 % du personnel d'une usine pour améliorer les salaires ; il n'y a pas coïncidence automatique entre les intérêts globaux du prolétariat en tant que classe et ceux de groupes isolés.